Séance du conseil municipal du 26 juin 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-six juin à vingt heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à la Mairie du Rouget, sous la présidence de Monsieur COMBELLE Gilles, Maire.

Nombre de conseillers : **Présents :** BEX Christelle, CABANNES Jacqueline, CANET Lucie, CHARREIRE Frédéric, COMBELLE Gilles, FOUR Jean-Pierre, GOUZOU THEODORE Didier, HOCHART Cécile, LAGAT Laetitia, LAPEYRE Jean-Louis, LAPEYRE René, LEYBROS Laetitia, MOMBOISSE Jean, QUENTIN Valérie, VIGIER Stéphanie, VEYRINES Michel.

En exercice : 18

Présents : 16

Votants : 17

Date de convocation : **Absent(s) :** GEORGES Bernard, MAZET Michel (pouvoir à COMBELLE Gilles).
21 juin 2023

Secrétaire de séance : GOUZOU THEODORE Didier.

A l'ordre du jour de la séance :

- Demande de subvention au titre du programme des « Amendes de Police 2023 » ;
- Création d'un terrain de PADEL et d'une aire de fitness en extérieur : demande d'une subvention au titre du plan 5000 terrains de sport de l'Agence Nationale du Sport ;
- Aménagement de la RD7 rue de Mazarguil : choix des entreprises ;
- Subventions 2023 aux associations ;
- Mise en conformité de l'éclairage du stade : demande de subvention à la Région AURA ;
- Réhabilitation de la Mairie : avenants au marché de travaux ;
- Décisions modificatives aux budgets ;
- Mise à disposition de terrains : signature d'un contrat de prêt à usage ou commodat ;
- Lagorbe : travaux d'enfouissement du réseau téléphonique ;
- Création d'un emploi d'adjoint d'animation à temps non complet.

DELIBERATION n°01/26.06.2023

Demande de subvention au titre du programme des « Amendes de Police 2023 »

Monsieur le Maire explique que le Conseil départemental est chargé de procéder à la répartition des « Amendes de Police » en faveur des communes.

Monsieur le Maire propose de solliciter une subvention au titre de ce programme pour acquérir un radar mobile pédagogique afin d'effectuer une sensibilisation préventive sur le réseau routier et mettre en place des aménagements de modération de la vitesse sur la rue de Mazarguil (RD n°7), de type « chicane ».

Le montant total des travaux est estimé à 40 000,00 € HT.

Monsieur le Maire présente le plan de financement prévisionnel comme suit :

Coût du projet		Recettes prévisionnelles		
Nature des dépenses	Montant HT	Nature des recettes	Montant HT	Taux
Radar pédagogique mobile	1 500,00	Conseil départemental	7 500,00	18,75%
Plateaux ralentisseurs	38 500,00	Autofinancement	32 500,00	81,25%
Total	40 000,00	Total	40000,00	100,00%

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** le projet d'acquisition et de travaux ainsi que le plan de financement prévisionnel tels que présentés ;
- **sollicite** le Conseil départemental pour l'obtention d'une subvention à hauteur de 7 500,00 € au titre du programme des « Amendes de Police 2023 » ;
- **autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION n°02/26.06.2023

Création d'un terrain de PADEL et d'une aire de fitness en extérieur : demande d'une subvention au titre du plan 5000 terrains de sport de l'Agence Nationale du Sport

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune du Rouget-Pers possède un complexe sportif comprenant un court de tennis, un terrain de foot, un city stade ainsi que des terrains de pétanque. Afin de compléter et de diversifier l'offre sportive sur la commune, il est proposé de créer un terrain de PADEL ainsi qu'une aire de fitness en extérieur. Un partenariat est organisé entre

le « Cère et Rance Tennis Club », le « Parlan Rouget Football Club », l'association « Retraite Sportive Sud Cantal », l'ADAPEI (utilisation du terrain par les enfants scolarisés à l'UEMA) et l'école municipale du Rouget-Pers.

Ces deux opérations seront menées conjointement et à proximité immédiate du terrain de tennis existant.

Ce projet s'inscrit dans le plan 5000 terrains de sport - année 2023, mis en place par l'Agence Nationale du Sport (ANS).

Le coût total de ces aménagements est estimé à 132 280 € HT.

Monsieur le Maire présente le plan de financement prévisionnel comme suit :

Coût du projet		Recettes prévisionnelles		
Nature des dépenses	Montant HT	Nature des recettes	Montant HT	Taux
Travaux création terrain de padel	86 679,00 €	Agence Nationale du Sport (ANS)	105 824,00 €	80,00%
Travaux électrique (éclairage et contrôle d'accès terrain de padel)	8 145,00 €	Autofinancement	26 456,00 €	20,00%
Réalisation aire de fitness (fourniture de 12 agrès)	30 864,00 €			
Travaux pose agrès	6 592,00 €			
Total	132 280,00 €	Total	132 280,00 €	100,00%

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** le plan de financement prévisionnel tel que présenté ;
- **sollicite** l'Agence Nationale du Sport pour l'attribution d'une subvention de 105 824 € au titre du plan 5000 terrains de sport -année 2023 ;
- **autorise** Monsieur le Maire à signer les conventions relatives à l'utilisation et à l'animation du terrain de Padel ;
- **autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION n°03/26.06.2023

Aménagement de la RD7 rue de Mazarguil : choix des entreprises

Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'un groupement de commande a été créé entre la commune du Rouget-Pers et le Syndicat Intercommunal (SIVU) de la Fontbelle pour lancer une consultation afin de choisir les entreprises qui réaliseront les travaux d'aménagement de la RD7 rue de Mazarguil (travaux de sécurisation de la voirie et travaux de réhabilitation du réseau d'adduction d'eau potable).

La consultation a porté sur 3 lots : LOT 1 : Terrassement - réseaux ; LOT 2 : Voirie ; LOT 3 : Travaux paysagers.

Monsieur le Maire présente le rapport d'analyse des offres établi par le maître d'œuvre, ainsi que les propositions d'attribution comme suit :

Lots	Maître d'ouvrage	Entreprises retenues	TOTAL € HT
1 - Terrassement - réseaux	SIVU de la Fontbelle	Groupement COLAS - MATIERE	33 451,50 €
	Commune du Rouget-Pers	Groupement COLAS - MATIERE	360 618,50 €
2 - Voirie	Commune du Rouget-Pers	Classement sans suite	
3 - Travaux paysagers	Commune du Rouget-Pers	Bois et Paysages	64 478,43 €
TOTAL			458 548,43 €

Vu le rapport du maître d'œuvre et notamment les propositions présentées dans le tableau ci-dessus,

Considérant que ces entreprises (hors lot 2) ont présenté les meilleures conditions et offres et ont par ailleurs toutes les capacités requises pour la bonne exécution des travaux,

Considérant que pour le lot 2, la consultation a été classée sans suite pour erreur matérielle et fera l'objet d'une nouvelle consultation,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **retient** les offres des entreprises telles que présentées dans le tableau ci-dessus ;
- **autorise** Monsieur le Maire à signer les marchés avec les entreprises retenues ainsi que toutes les pièces nécessaires à leurs exécutions ;
- **déclare** le lot 2 (voirie) sans suite ;
- **déclare** que ce lot 2 fera l'objet d'une nouvelle consultation ;
- **autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION n°04/26.06.2023
Subventions 2023 aux associations

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que lors du vote du budget 2023 le montant de la subvention octroyé à chaque association n'avait pas été voté. Il propose donc que le conseil municipal attribue lors de la présente séance ces subventions.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, décide :

- **d'attribuer** les subventions aux associations pour l'exercice 2023 comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Associations	Montants 2023
Société de chasse	600,00 €
Amicale parents élèves	2 700,00 €
Cochonnet Rougétois	600,00 €
CEPE	600,00 €
Comité des Fêtes	10 000,00 €
Retraite sportive	600,00 €
Les Vieux Volants	200,00 €
ASR	3 000,00 €
ACASBELLIE	600,00 €
GVA Laroquebrou	100,00 €
AAPPMA Laroquebrou	100,00 €
AAPPMA Châtaigneraie	300,00 €
TOTAL	19 400,00 €

autorise Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION n°05/26.06.2023

Mise en conformité de l'éclairage du stade : demande de subvention à la Région AURA

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que l'éclairage du stade de foot doit être rénové.

L'éclairage existant vieillissant est totalement obsolète et ne répond plus aux exigences actuelles, tant au niveau de la puissance lumineuse délivrée que de la consommation électrique générée.

Monsieur le Maire propose donc que le système d'éclairage du stade soit mis en conformité par le remplacement de l'éclairage existant par l'installation d'un ensemble « mats-projecteurs à leds » neufs et aux normes.

Le montant total des travaux est estimé à 67 000,00 € HT.

Monsieur le Maire présente le plan de financement prévisionnel pour le club house comme suit :

Coût du projet		Recettes prévisionnelles		
Nature des dépenses	Montant HT	Nature des recettes	Montant HT	Taux
Travaux de mise en conformité de l'éclairage du stade	67 000,00 €	Fonds aide football (Fafa)	13 400,00 €	20,00%
		Syndicat départemental	23 450,00 €	35,00%
		Région AURA	16 750,00 €	25,00%
		Autofinancement commune	13 400,00 €	20,00%
Total	67 000,00 €	Total	67 000,00 €	100,00%

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **sollicite** la Région AURA pour l'obtention d'une subvention à hauteur de 16 750,00 ;
- **autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION n°06/26.06.2023**Réhabilitation de la Mairie : avenants au marché de travaux**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les travaux de réhabilitation du bâtiment « Mairie-Poste » sont en cours et qu'au fur et à mesure de leurs avancements il apparaît que certaines modifications ou ajustements doivent être réalisés.

Monsieur le Maire présente les avenants suivants correspondants à ces évolutions du chantier :

1/- Avenant n°4 au marché lot n°2 : démolition / gros œuvre / aménagements ext. (SOULIER)

- Objet : Agrandissement trémie
 - montant initial du marché : 429 819,42 € HT
 - montant de l'avenant n°1 : + 7 997,65 € HT
 - montant de l'avenant n°2 : + 4 125,80 € HT
 - montant de l'avenant n°3 : + 1 730,74 € HT
 - montant de l'avenant n°4 : + 2 037,24 € HT
 - nouveau montant du marché : 445 710,85 € HT

2/- Avenant n°2 au marché lot n°6 : menuiseries extérieures (BOUYASSE)

- Objet : Fourniture et pose serrures et fermes portes
 - montant initial du marché : 196 605,93 € HT
 - montant de l'avenant n°1 : + 830,00 € HT
 - montant de l'avenant n°2 : + 5 436,00 € HT
 - nouveau montant du marché : 202 871,93 € HT

3/- Avenant n°2 au marché lot n°8 : cloisons / doublages / plafonds / isolation (CANCE)

- Objet : Tapées en périphérie des fenêtres de La Poste + gaines techniques coupe-feu chaufferie
 - montant initial du marché : 94 617,32 € HT
 - montant de l'avenant n°1 : + 12 591,54 € HT
 - montant de l'avenant n°2 : + 3 745,39 € HT
 - nouveau montant du marché : 110 954,25 € HT

4/- Avenants n°1 et n°2 au marché lot n°9 : peinture (CAMBON)

- Objet : Peinture locaux techniques et de La Poste + fourniture et pose toile de verre La Poste
 - montant initial du marché : 34 990,05 € HT
 - montant de l'avenant n°1 : + 10 329,10 € HT
 - montant de l'avenant n°2 : + 815,00 € HT
 - nouveau montant du marché : 46 134,15 € HT

5/- Avenants n°1 et n°2 au marché lot n°10 : sol souple / carrelage / faïence (BRUNHES JAMES)

- Objet : Ragréage et pose sol souple La Poste
 - montant initial du marché : 15 954,92 € HT
 - montant de l'avenant n°1 : + 738,40 € HT
 - montant de l'avenant n°2 : +4 854,60 € HT
 - nouveau montant du marché : 21 547,92 € HT

6/- Avenants n°1 et n°2 au marché lot n°12 : chauffage eau chaude / plomberie / sanitaire / ventilation (LAVERGNE)

- Objet : Vasques + tubage conduit de fumée
 - montant initial du marché : 340 000,00 € HT
 - montant de l'avenant n°1 : - 1 900,78 € HT
 - montant de l'avenant n°2 : + 2 211,24 € HT
 - nouveau montant du marché : 340 310,46 € HT

7/- Avenants n°1 et n°2 au marché lot n°13 : électricité / courants forts / courants faibles (JSE)

- Objet : Contrôle d'accès + sèche mains
 - montant initial du marché : 87 784,04 € HT
 - montant de l'avenant n°1 : - 2 912,85 € HT
 - montant de l'avenant n°2 : + 1 019,89 € HT
 - nouveau montant du marché : 85 891,08 € HT

Considérant que ces travaux supplémentaires sont nécessaires à la bonne exécution du chantier,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** les avenants tels que présentés ci-dessus ;
- **autorise** Monsieur le Maire à signer ces avenants et à les notifier au titulaire du marché ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION n°07/26.06.2023
Décisions modificatives aux budgets

Monsieur le Maire explique à l'assemblée que les crédits ouverts à certains chapitres des budgets sont insuffisants et qu'il convient de prendre des décisions modificatives pour permettre d'ajuster les prévisions budgétaires.

Monsieur le Maire présente les opérations modificatives et propose de les valider comme suit :

Budget annexe « assainissement » :

- Dépenses de fonctionnement :
 - Chapitre 67, article 673 – Titres annulés sur exercice antérieur : + 200,00 €
- Recettes de fonctionnement :
 - Chapitre 70, article 70611 – Redevance assainissement collectif : + 200,00 €
- Dépenses d'investissement :
 - Chapitre 020 – Dépenses imprévues : - 1 200,00 €
- Recettes d'investissement :
 - Chapitre 16, article 1641- Emprunts : - 1 200,00 €

Budget annexe « lotissement Côte Rouge » :

- Dépenses d'investissement :
 - Chapitre 001- Solde d'exécution reporté : - 81 747,80 €
- Recettes d'investissement :
 - Chapitre 16, article 1641 – Emprunts : - 81 747,80 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** les opérations modificatives telles que présentées ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION n°08/26.06.2023
Mise à disposition de terrains : signature d'un contrat de prêt à usage ou commodat

Monsieur le Maire explique que certains terrains de la commune, libres de toute utilisation, pourraient être mis à disposition gratuitement d'un agriculteur pour que ce dernier puisse en faire usage. Cela présente le double avantage de favoriser l'activité agricole tout en soulageant les services techniques de l'entretien de ces terrains. Monsieur le Maire explique que Monsieur Mathieu MOMBOISSE, agriculteur, souhaite pouvoir bénéficier de la mise à disposition de ces terrains.

Monsieur le Maire propose donc de formaliser cette mise à disposition sous la forme d'un prêt à usage, ou commodat. Il présente un contrat de prêt à usage dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

1- Objet du commodat

La commune met à disposition, à titre gratuit et sans contrepartie, des terrains agricoles identifiés comme parcelles cadastrées n°AA 53, AA 254, AB 42, AB 43, AB 49, AB 88, AH 225 au Rouget, B 220 à Pers et ZA 62 à Cayrols, d'une superficie totale d'environ 5 hectares. Ce prêt à usage ou commodat est accordé pour une durée de 1 an, renouvelable tacitement sauf dénonciation par l'une des parties.

2- Bénéficiaire du commodat

Le bénéficiaire du commodat est Monsieur Mathieu MOMBOISSE, agriculteur, demeurant à Roumégoux. Le bénéficiaire s'engage à utiliser le terrain exclusivement à des fins agricoles et à respecter les règles de l'agriculture durable.

3- Entretien du terrain et responsabilités

Le bénéficiaire s'engage à entretenir le terrain, à le maintenir en bon état et à assumer toutes les charges afférentes à son usage. Il doit également souscrire une assurance responsabilité civile couvrant les dommages éventuels causés à des tiers du fait de l'utilisation du terrain.

4- Restitution du terrain

À l'issue du commodat, le bénéficiaire doit restituer le terrain dans l'état où il se trouvait lors de la mise à disposition, sous réserve de l'usure normale et des améliorations éventuelles réalisées avec l'accord de la commune.

5- Résiliation du commodat

Le commodat peut être résilié à tout moment par l'une des parties, moyennant un préavis écrit de 6 mois. En cas de non-respect des conditions du commodat, la commune se réserve le droit de résilier immédiatement et sans préavis le commodat.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** la mise à disposition des terrains agricoles appartenant à la commune sous forme de prêt à usage ou commodat à Monsieur Mathieu MOMBOISSE ;
- **approuve** les caractéristiques du contrat telles que présentées ;
- **autorise** Monsieur le Maire à signer ce contrat et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION n°09/26.06.2023

Lagorbe : travaux d'enfouissement du réseau téléphonique

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que les travaux d'enfouissement du réseau téléphonique du hameau de Lagorbe peuvent être réalisés par le Syndicat Départemental d'Energies du Cantal. Le montant total de l'opération s'élève à 7 520,00 € HT.

En application de la délibération du comité syndical en date du 3 décembre 2020, ces travaux ne seront entrepris qu'après acceptation par la commune d'un versement d'un fonds de concours de 50 % du montant HT de l'opération, soit :

- un versement appelé au décompte des travaux.

Ce fonds de concours entrera dans le calcul de l'assiette de la contribution de la commune en application des règles du Syndicat.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** les dispositions techniques et financières du projet ;
- **autorise** Monsieur le Maire à verser le fonds de concours ;
- **décide** de procéder aux inscriptions budgétaires nécessaires à la réalisation de ces travaux ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION n°10/26.06.2023

Création d'un emploi d'adjoint d'animation à temps non complet

Monsieur le Maire informe l'assemblée que conformément à l'article L 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Pour assurer le bon fonctionnement de l'école, des temps d'activités périscolaires, de garderie et de cantine, il est nécessaire de procéder au recrutement d'un adjoint d'animation.

Monsieur le Maire propose donc à l'assemblée, pour remplir ces missions, la création d'un emploi permanent d'adjoint d'animation :

- Filière animation ;
- Cadre d'emploi des adjoints d'animation, catégorie C ;
- Grade minimum : adjoint d'animation ;
- Grade maximum : adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe ;
- Temps de travail : 15/35^{ème}.

Le traitement sera calculé par rapport aux grilles indiciaires du cadre d'emploi des adjoints d'animation, au maximum sur l'indice brut terminal de la grille indiciaire des adjoints d'animation.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un agent non titulaire dont les fonctions relèveront de la catégorie C dans les conditions fixées à l'article L 332-14 ou L 332-8 du code général de la fonction publique. Le contrat est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année. Les contrats relevant des articles 332-8-2 sont d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** la proposition de Monsieur le Maire ;
- **modifie** le tableau des emplois en conséquence ;
- **dit** que les crédits correspondants sont inscrits au budget ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

A l'épuisement des questions à l'ordre du jour, Monsieur le Maire lève la séance à 22h30.